La *Revue d'histoire sociale* recommande…

L'histoire sociale est vivante. Chaque année paraissent des dizaines d'ouvrages, de numéros thématiques et de dossiers qui renouvellent l'étude des sociétés. Ils portent sur les rapports de domination, le travail, les mobilisations et les pratiques populaires, de la préhistoire au temps présent, en France comme ailleurs. La rubrique « La Revue d'histoire sociale recommande… » entend rendre compte de ce foisonnement.

Elle rassemble des parutions que les membres de la rédaction ont jugées potentiellement stimulantes au fil de leur veille : monographies, synthèses, biographies, actes de colloques, dossiers de revues francophones et internationales. Chaque ouvrage fait l'objet d'une courte présentation. Les dossiers de revues sont signalés avec un lien d'accès.

Le verbe « recommander » doit s'entendre au sens d'inviter à la lecture. Figurer dans cette rubrique ne signifie pas que la revue valide une démarche, des conclusions ou un positionnement. Les parutions signalées relèvent d'approches, de méthodes et de sensibilités très diverses, parfois discutées, voire contradictoires entre elles. C'est précisément cette pluralité que nous souhaitons rendre visible.

Cette rubrique se distingue ainsi des comptes rendus, qui proposent sous la signature de leur auteur ou autrice une lecture approfondie et critique d'un ouvrage. Les deux formats sont complémentaires : l'un cartographie, l'autre discute.

La sélection, forcément partielle, ne prétend pas à l'exhaustivité. Les suggestions sont les bienvenues : <davidhamelin86@gmail.com>, <jerome.lamy@laposte.net>.

DOI / URL https://www.ouvroir.fr/rhs/index.php?id=319
Licence https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Ouvrages

Jean Vigreux, *Découvrir le Front populaire*, Paris, Les Éditions sociales, 2026, 168 p.

Ce petit ouvrage de la collection « Découvrir » des Éditions sociales propose un retour aux sources pour l'histoire des années 1934-1938. Articulé autour de douze chapitres et de douze documents (et quelques photos), le livre retrace les grandes étapes du Front populaire, de ses origines à son délitement, en repartant des textes. Des plus célèbres (« Tout est possible » de Marceau Pivert, les accords Matignon…) aux moins connus (« Pour une culture indigène » d'Albert Camus, les grèves agricoles…), Jean Vigreux les remet chacun en contexte et en perspective. Il redonne ainsi à voir une période de notre histoire pleine d'espoirs, de tensions et de désillusions, qui précède le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale.

https://editionssociales.fr/catalogue/jean-vigreux-decouvrir-le-front-populaire/

Sylvain Boulouque, *Communisme et syndicalisme dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2026, 384 p.

Tiré de sa thèse sur la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), mais dont le terme n'apparaît étrangement pas dans le titre de l'ouvrage, Sylvain Boulouque retrace l'histoire de cette grande oubliée du syndicalisme français et comble ainsi un vide historiographique. La quatrième de couverture promettant des révélations sur « les stratégies secrètes du Komintern pour réorganiser le monde ouvrier », c'est d'abord une histoire par le haut (c'est-à-dire par Moscou) qui est proposée au lecteur. De fait, la dimension internationale – au sens Internationale communiste et Internationale syndicale rouge – (sur)plombe malheureusement parfois l'analyse, au détriment de l'ancrage professionnel ou du contexte national. Il n'en reste pas moins que ce livre apporte une heureuse contribution à l'histoire de la CGTU, grâce, entre autres, à l'apport de sources soviétiques que l'auteur a pu consulter il y a vingt ans mais qui sont aujourd'hui refermées.

https://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/21479/Communisme-et-syndicalisme-dans-la-France-de-l-entre-deux-guerres

Cécile Vidal (dir.), *Une histoire sociale du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2021, réédition 2026, 344 p.

En 1503, dans une lettre attribuée au navigateur florentin Amerigo Vespucci, apparaît pour la première fois l'expression « Nouveau Monde » – expression qui allait bientôt désigner, depuis l'Europe, des territoires que les Amérindiens habitaient déjà et où des millions d'Africains seraient bientôt déportés de force. C'est de ce décentrement que part l'essai collectif dirigé par Cécile Vidal, directrice d'études à l'EHESS et spécialiste reconnue de l'histoire sociale de l'esclavage dans les mondes atlantiques (on lui doit notamment *Caribbean New Orleans*, couronné outre-Atlantique). Le pari du livre est de croiser systématiquement les points de vue des trois populations en contact – Européens, Africains, Amérindiens – pour sortir du face-à-face convenu entre une Amérique du Nord et une Amérique latine qui, pour les historiographies nationales, continuent la plupart du temps de s'ignorer superbement. Trois échelles structurent la démonstration – hémisphérique, atlantique et impériale –, appliquées à des objets communs : migrations, marchés du travail, régimes de propriété, structures familiales, droit, ordre social. Il en ressort une centralité, longtemps sous-estimée par l'historiographie, de la Grande Caraïbe comme espace charnière de la première mondialisation. L'ambition comparatiste a un coût : la variété des terrains mobilisés interdit toute lecture continue et impose au lecteur de naviguer entre des historiographies aux conventions parfois disparates. Mais c'est précisément cette discipline du dialogue forcé entre traditions nationales qui fait l'intérêt méthodologique du livre, bien au-delà du seul monde atlantique.

https://editions.ehess.fr/ouvrages/ouvrage/une-histoire-sociale-du-nouveau-monde/

Elsa Génard, préf. Michelle Perrot, *Sous les verrous. Une histoire sociale de la prison (France, premier* XXE *siècle)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2025, 336 p.

Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont, entre les années 1910 et la fin des années 1930, franchi les portes d'un parc pénitentiaire français vieillissant. Ils y ont travaillé, écrit, transgressé le règlement, reçu leur famille au parloir, attendu une grâce. C'est cette expérience ordinaire de l'enfermement, traversée par la Grande Guerre puis par la crise des années 1930, qu'Elsa Génard restitue à partir d'un dépouillement minutieux des archives pénitentiaires. La préface de Michelle Perrot, qui inscrit explicitement le livre dans la filiation qu'elle a elle-même ouverte pour l'histoire des prisons françaises,

n'est pas un simple geste de reconnaissance : elle situe l'ouvrage dans un courant précis de l'histoire sociale « par le bas », attentive aux institutions disciplinaires comme lieux de sociabilité contrainte plutôt que comme simples appareils de répression. Elsa Génard, qui avait déjà coécrit avec Mathilde Rossigneux-Méheust une étude sur les routines punitives, poursuit ici une réflexion sur la sanction ordinaire, ses rituels et ses détournements. Le livre gagne à être lu en contrepoint des travaux sur les liens familiaux mis à l'épreuve des institutions disciplinaires (asile, hôpital, orphelinat), dont il partage le souci de restituer une agentivité aux internés, sans pour autant euphémiser la violence structurelle de l'enfermement.

https://editions.ehess.fr/ouvrages/ouvrage/sous-les-verrous/

Alexia Blin, *Quand les Américains coopéraient. Wisconsin, 1870-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Des Amériques, 2026, 276 p.

L'histoire des États-Unis ne se réduit pas à celle de ses grandes entreprises capitalistes : c'est la thèse, frontalement énoncée dès les premières pages, que défend Alexia Blin, maîtresse de conférences à la Sorbonne Nouvelle. Entre la guerre de Sécession et le New Deal, un « moment coopératif » traverse en effet l'Amérique rurale et urbaine, dont l'ouvrage prend pour laboratoire le Wisconsin, État progressiste s'il en fut. Laiteries, ateliers de plomberie, épiceries fédérant plusieurs centaines de sociétaires, compagnies de distribution d'électricité, cités-jardins : l'inventaire est large, et c'est précisément sa diversité qui permet à l'autrice de montrer que la coopération n'était ni un archaïsme voué à disparaître avec la modernisation économique, ni un simple îlot utopique en marge du grand récit capitaliste, mais un acteur à part entière des mutations de la période : essor de la société de consommation, spécialisation agricole. Porteuses d'un idéal égalitaire, ces entreprises se heurtaient constamment à l'emprise croissante des grandes sociétés, faisant de leur histoire un terrain d'observation privilégié des tensions structurelles entre capitalisme et démocratie. Le choix d'un seul État comme échelle d'analyse, loin d'être une limite, donne au livre sa capacité à suivre des trajectoires concrètes sur près de soixante-dix ans.

https://pur-editions.fr/product/10538/quand-les-americains-cooperaient

Guillaume Blanc, Antonin Plarier (dir.), *Empires. Une histoire sociale de l'environnement*, Paris, CNRS Éditions, coll. Histoire, 2025, 432 p.

Que font les empires, que fait le fait colonial, aux environnements qu'ils rencontrent, conquièrent puis administrent ? Il faut le dire d'emblée : ce livre n'est pas une synthèse au sens strict, mais une anthologie de textes fondateurs de l'histoire environnementale anglophone, rendus accessibles pour la première fois en français par Guillaume Blanc (Sciences Po Bordeaux, auteur remarqué de *L'Invention du colonialisme vert*) et Antonin Plarier (Lyon 3, historien du banditisme dans l'Algérie coloniale). Ce choix éditorial a sa cohérence : plutôt que de produire un énième discours de synthèse, les directeurs font le pari, plus rare, de faire circuler des textes princeps trop longtemps restés cantonnés à un lectorat anglo-saxon. On y suit l'implantation du théier dans le nord de l'Inde, celle du figuier de Barbarie à Madagascar, la création de réserves de chasse dans l'actuelle Tanzanie, la transformation des forêts vietnamiennes, la construction d'un barrage au Mozambique – autant de cas où la mainmise sur la nature s'accompagne d'une contestation permanente, des résistances les plus discrètes aux révoltes ouvertes. La démonstration centrale, qui vaut comme fil conducteur de l'ensemble, est que l'histoire environnementale des empires ne peut être qu'une histoire sociale : étudier la nature, c'est toujours étudier le pouvoir, et les paysages d'aujourd'hui portent encore la trace des luttes qui s'y sont jouées pour son contrôle.

https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/empires/

Anne Mathieu, *Journalistes face à l'épuration (1945-1946)*, Paris, Syllepse, coll. Histoire : enjeux et débats, 2026, 300 p.

Personne, avant Anne Mathieu, n'avait pris la peine d'ouvrir systématiquement les dossiers professionnels des journalistes conservés depuis la création de la carte de presse. C'est pourtant sur ce matériau – 237 dossiers dépouillés un à un – que repose cette enquête, qui suit les trajectoires de la presse française de l'avant-guerre à la Libération, de la première Commission de la carte en 1936 jusqu'au redoutable « Questionnaire de l'épuration » de 1945. Spécialiste du journalisme engagé du 20e siècle – elle dirige la revue *Aden* et anime, au sein du Maitron, le corpus consacré aux « journalistes engagés » –, Anne Mathieu croise ici approche discursive et prosopographique pour faire entendre les dilemmes et les stratégies de reporters ayant couvert la guerre d'Espagne ou l'Anschluss : Gilbert Badia, Madeleine Jacob, Willy Ronis, Simone Téry, Andrée Viollis et bien d'autres, dont les demandes de

renouvellement de carte deviennent, sous sa plume, autant de récits de soi contraints par les circonstances. L'apport documentaire est ici décisif : une source négligée devient, par un travail systématique, un instrument privilégié pour observer comment une profession entière négocie sa légitimité au moment où le pays règle ses comptes avec l'Occupation. On regrettera seulement que l'ampleur du corpus laisse parfois le lecteur non spécialiste un peu à l'écart des trajectoires individuelles, l'accumulation prenant momentanément le pas sur le récit.

https://www.syllepse.net/journalistes-face-a-l-epuration-1945-1946-_r_65_i_1175.html

François-Xavier Nérard, *Les Cantines bolcheviques. Une histoire du stalinisme vécu*, Paris, CNRS Éditions, coll. Nationalismes et guerres mondiales, 2026, 530 p. (prix Anthony Rowley 2026).

Le livre a été salué, depuis sa parution, par une presse inhabituellement unanime – de *L'Histoire* à *Libération* en passant par *Le Nouvel Observateur* –, et le prix Anthony Rowley qui lui a été décerné en 2026 n'a fait que confirmer ce que le lecteur découvre dès les premières pages : une monographie d'une ampleur rare, fruit de deux décennies de dépouillement d'archives russes et ukrainiennes largement inédites. François-Xavier Nérard, professeur à Paris-1 et directeur du Centre de recherches en histoire des Slaves, prend pour objet les cantines et « fabriques-cuisines » qui essaiment en URSS au cours des années 1920 et 1930, censées nourrir les bâtisseurs du socialisme mais où l'on ne trouve, le plus souvent, que des assiettes vides, monotones ou avariées, dans des lieux sales et bruyants où même les couverts manquent. L'objet est modeste en apparence ; il devient, sous la plume de Nérard, un poste d'observation privilégié de la bureaucratie stalinienne, des campagnes de mobilisation incessantes, des inspections permanentes et de la souffrance ordinaire des personnels de cuisine. Le choix méthodologique le plus significatif est de privilégier systématiquement l'échelle régionale et locale – le district, l'entreprise – contre une histoire écrite d'en haut : c'est cet écart entre le discours modernisateur du régime, porté par affiches et photographies officielles, et la réalité vécue des réfectoires qui permet *in fine* de comprendre ce qu'est concrètement ce système de domination. Une histoire du stalinisme « par le ventre », si l'on ose dire, qui vaut largement les histoires « par le bas » déjà classiques sur d'autres régimes autoritaires.

https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/les-cantines-bolcheviques/

Philippe Darriulat, *L'Acropole des va-nu-pieds. Juin 1848 : l'insurrection et ses conséquences vues du Faubourg Saint-Antoine*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2026, 480 p.

Quatre mois à peine après l'instauration d'un suffrage que l'on disait « universel », Paris se couvre à nouveau de barricades : c'est cette insurrection de juin 1848, l'une des plus discutées de l'historiographie française, que Philippe Darriulat – professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Lille, spécialiste reconnu des cultures politiques et des processus de politisation – choisit de reprendre, non pas depuis les débats parlementaires ou les grandes figures, mais depuis un quartier précis, le faubourg Saint-Antoine, épicentre populaire de la révolte. La démarche, que l'on pourrait qualifier de microhistoire urbaine, cherche moins à trancher le débat historiographique sur les origines et le sens de l'insurrection qu'à restituer les espoirs, les perceptions, les attentes de ses protagonistes : une histoire « au ras de la rue », selon l'expression même de l'ouvrage, qui s'attache aussi au sort de ceux qui furent arrêtés, emprisonnés ou déportés, et à la manière dont la vie quotidienne se réorganisa dans un quartier ravagé par les combats. Cette attention portée à un espace populaire précis, à ses acteurs ordinaires et invisibilisés par les grands récits, offre un point d'ancrage particulièrement fécond pour toute réflexion sur la fabrique narrative des événements insurrectionnels et sur les généalogies urbaines et populaires qui précèdent, dans le siècle, l'essor du syndicalisme révolutionnaire.

Fabiana Kutsche, *Between Global Standards and Unequal Treatment: The International Labour Organization and Racialised Labour, 1920s-1950s*, Berlin/Boston, De Gruyter Brill, libre accès, 2026, 502 p.

Que devient l'idéal universaliste d'une organisation internationale du travail lorsque ses experts sont, pour l'essentiel, d'anciens fonctionnaires coloniaux ? C'est la question que pose, sans détour, cette monographie issue d'une thèse dirigée par Ulrike Lindner à l'université de Cologne. Kutsche retrace, de la fondation de l'OIT en 1919 jusqu'à la fin des années 1950, la manière dont des présupposés raciaux – largement hérités du stéréotype colonial de « l'Africain paresseux » – se sont trouvés arrimés à des jugements sur l'aptitude des populations colonisées au travail capitaliste, et articulés au niveau international par une coalition de bureaucrates, d'experts coloniaux, de patrons et de syndicalistes. L'apport le plus original du livre tient à son refus de s'en tenir au seul cas colonial : en étudiant aussi la position des États membres indépendants à majorité non blanche d'Asie et d'Afrique, et en

consacrant une étude de cas détaillée à l'Inde – seul membre non souverain de l'OIT, dont la trajectoire est suivie jusqu'à la décolonisation –, Fabiana Kutsche restitue une pluralité de voix trop souvent absentes des histoires institutionnelles classiques de l'organisation genevoise. Mobilisant les outils de la Critical Race Theory et des études postcoloniales, l'ouvrage s'inscrit au croisement de l'histoire coloniale du travail et de l'histoire globale du travail, tout en nourrissant les débats plus généraux sur la production racialisée du savoir dans les organisations internationales et sur l'internationalisme impérial. Pour qui travaille sur les institutions du mouvement ouvrier international, le livre offre un contrepoint utile : l'OIT y apparaît moins comme l'aboutissement pacifique d'un projet tripartite que comme un espace où se négocient, dans l'entre-deux-guerres, les hiérarchies raciales du travail à l'échelle mondiale.

https://doi.org/10.1515/9783112238899

Manuela Martini (ed.), *Women in Textiles. Remuneration, Labour Relations, and Gender in Europe during Industrialization (Eighteenth to Early Twentieth Centuries)*, Turnhout, Brepols, 2026, 244 p.

Que les femmes aient massivement travaillé dans l'industrie textile européenne, personne ne l'ignore. Comment elles ont été rémunérées, en revanche, reste largement à écrire – c'est le pari que relève ce volume collectif dirigé par Manuela Martini, professeure d'histoire contemporaine à Lyon-2, membre de l'Institut universitaire de France et présidente de l'Association française d'histoire économique. Quatorze contributions, organisées en trois temps (édition et traitement des sources qualitatives, organisation du travail et hiérarchies sociales, formes de la rémunération), reconstituent la composition des revenus individuels et familiaux dans des métiers aussi divers que le tissage de la soie lyonnaise, la bonneterie occitane et catalane, la dentelle ou la ganterie grenobloise, entre le 18e siècle et le début du 20e. L'originalité méthodologique du volume tient à l'alliance qu'il propose entre sources qualitatives et quantitatives inédites et outils des humanités numériques – le projet TIME-US, la réédition numérique des enquêtes de Le Play sur *Les Ouvriers des deux mondes* – pour restituer, au plus près, l'organisation temporelle du travail domestique et salarié. En plaçant le ménage, plutôt que l'atelier ou l'individu, au centre de l'analyse économique et sociale, l'ouvrage renouvelle la question, ancienne mais jamais épuisée de l'accès genré au travail et de la valorisation différenciée des

tâches – une grille de lecture transposable bien au-delà du seul textile, à toute étude des économies familiales ouvrières.

https://www.brepols.net/products/IS-9782503619873-1

Jonathan Thomas, *Le Disque politique en France, 1929-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2026, 330 p.

Qui se souvient aujourd'hui que le disque 78 tours – cet ancêtre poussiéreux du vinyle – fut, le temps d'une décennie, un instrument de propagande aussi disputé que l'affiche ou le tract ? C'est cet objet oublié que Jonathan Thomas, docteur de l'EHESS en musique, histoire et société et membre du Centre de recherche sur les arts et le langage (CNRS/EHESS), exhume et fait parler. À partir de 1929, une série d'entreprises liées aux organisations politiques françaises éditent des catalogues de disques où sont gravés discours, chants et déclamations militantes : la SFIO avec Ersa/La Voix des nôtres, la CGT avec La Voix du travail, le Parti communiste avec La Voix du peuple et Le Chant du Monde, mais aussi l'Action française avec les disques Hébertot et, plus tard, l'extrême droite avec les disques de la Serp, que Jonathan Thomas a déjà étudiés dans de précédents travaux. Le livre suit ces objets sonores depuis leur fabrication jusqu'à leurs usages concrets – meeting, porte-à-porte, veillée militante –, restituant à la fois l'imaginaire d'une maîtrise nouvelle du temps et de la voix par la technique, et la fonction bien réelle que ces disques ont jouée dans l'amplification des cultures partisanes, jusque dans des espaces sociaux où elles n'étaient guère entendues. Pour l'histoire du mouvement ouvrier, l'intérêt est immédiat : voir la CGT et la SFIO investir un média jusque-là associé au divertissement bourgeois éclaire, par la bande, la manière dont les organisations du monde du travail se sont approprié dès l'entre-deux-guerres les techniques de masse, plutôt que de s'y opposer par principe. Le livre s'accompagne, précieusement, de renvois vers de nombreux enregistrements réels, ce qui permet – fait rare pour un travail d'histoire – d'entendre littéralement son objet.

https://pur-editions.fr/product/10403/le-disque-politique-en-france

Karen Lystra, *Love and the Working Class: The Inner Worlds of Nineteenth Century Americans*, Oxford, Oxford University Press, 2024, 360 p.

Il y a près de quarante ans, Karen Lystra – aujourd'hui professeure émérite d'American Studies à Cal State Fullerton – avait ouvert, dans *Searching the Heart* (1989), le monde intime

des correspondances amoureuses de la bourgeoisie américaine du 19e siècle. Ce nouveau livre en constitue le pendant populaire, longtemps différé faute de sources : plus de cinq mille lettres, rassemblées sur plusieurs décennies dans des fonds d'archives physiques et numérisés, permettent enfin d'entendre la voix d'Américains pauvres, peu instruits et jusqu'ici restés dans l'ombre de l'historiographie sentimentale. Pour éviter de plaquer sur ce matériau des catégories affectives héritées de la bourgeoisie, Karen Lystra a délibérément élargi son corpus au-delà des seules lettres d'amour, à toute correspondance familiale et amicale échangée entre 1830 et 1880 – l'âge d'or du courrier bon marché, ouvert par la réforme postale de 1845. La correspondance de la guerre de Sécession, mieux conservée par les familles que les autres types de lettres, y occupe une place centrale, avec le biais de sources que cela implique, les lettres des soldats l'emportant sur celles de leurs épouses. Le livre, ancré moins dans les grandes villes que dans les petites communautés où vivait encore, en 1880, l'essentiel de la population américaine, met en évidence des formes d'appartenance collective, presque « tribale », que Karen Lystra place au cœur du vécu affectif ordinaire. Par rapport à son précédent ouvrage, l'apport le plus net réside dans l'attention portée à la question raciale : des lettres d'Afro-Américains libres y côtoient celles de travailleurs blancs, révélant à la fois des différences et de fortes convergences dans les manières d'aimer, de courtiser et de tisser du lien à distance. Une contribution utile à l'histoire des émotions par le bas, qui rejoint, depuis un autre continent, les préoccupations méthodologiques d'une histoire sociale attentive aux voix les moins documentées.

https://global.oup.com/academic/product/love-and-the-working-class-9780197514221

Andrew W. Kahrl, *The Black Tax: 150 Years of Theft, Exploitation, and Dispossession in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2024, 456 p.

Professeur d'histoire et d'études afro-américaines à l'université de Virginie, où il codirige le Repair Lab de l'institut Karsh pour la démocratie, Andrew W. Kahrl s'était déjà fait connaître par deux histoires sociales et environnementales des plages afro-américaines du Sud (*The Land Was Ours*, 2012, primé par l'Organization of American Historians ; *Free the Beaches*, 2018). Il s'attaque ici à un objet en apparence aride, la fiscalité locale, pour en faire l'un des instruments les plus discrets et les plus efficaces de la dépossession raciale aux États-Unis depuis la Reconstruction. La démonstration, organisée en quinze chapitres répartis en cinq grandes périodes (Reconstruction, Grande Migration, ségrégation, droits

civiques et Black Power, néolibéralisme contemporain), montre comment la propriété foncière, symbole par excellence de l'émancipation pour les anciens esclaves et leurs descendants, s'est trouvée sans cesse menacée par une surtaxation systématique conjuguée à une sous-redistribution des services publics vers les quartiers blancs. Un simple retard de paiement suffisait, et suffit parfois encore, à faire saisir puis vendre aux enchères le bien d'une famille noire – mécanisme qui s'est reproduit, avec une remarquable continuité, des campagnes du Sud rural aux quartiers urbains du Nord industriel, où la Grande Migration a conduit des millions d'Afro-Américains, pour y retrouver des impôts tout aussi lourds et des services tout aussi inégaux. Le repli des dernières décennies sur la fiscalité locale, dans un contexte de baisses d'impôts fédérales et d'austérité budgétaire des États, n'a fait qu'aggraver ce mécanisme. Si la structure chronologique et thématique du livre confine parfois, selon le compte rendu de Michael Glass, à une certaine schématisation, l'ampleur géographique et temporelle de l'enquête donne à voir, de façon incontestable, la centralité de l'impôt foncier dans l'histoire afro-américaine, sans jamais perdre de vue les résistances ordinaires que cette exploitation a suscitées. Un apport de poids à l'histoire sociale de la fiscalité et à l'étude des mécanismes légaux, en apparence neutres, par lesquels se perpétuent les inégalités structurelles.

https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/B/bo213447492.html

Revues

Travail, syndicalisme et mouvements sociaux

Le champ syndical

Actes de la recherche en sciences sociales, 2026/3, n° 264. Dossier dirigé par Sophie Béroud et Martin Thibault.

Le numéro applique au syndicalisme l'outillage bourdieusien de la théorie des champs, dans un texte programmatique d'ouverture, « Penser le champ syndical ». L'enjeu est de cesser de traiter les organisations comme de simples porte-parole du monde du travail, pour les saisir comme un espace relativement autonome, doté de ses hiérarchies, de ses règles d'entrée et de ses capitaux spécifiques. Martin Thibault et Sophie Béroud signent un long article sur la relation entre ce champ et l'État, de 1884 à 2024, en montrant comment

la reconnaissance publique – représentativité, financement, siège dans les instances – structure durablement les positions et les rivalités internes. Gabriel Rosenman analyse l'intégration accélérée de SUD-Rail et de ses dirigeant·es entre 1996 et 2018 : cas d'école d'une organisation née contestataire et progressivement ajustée aux logiques du champ. Un autre article prend les conseiller·es des salarié·es comme révélateur de l'économie symbolique des mandats syndicaux, c'est-à-dire de la hiérarchie implicite entre mandats prestigieux et mandats relégués.

https://shs.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2026-3

Jeunes en révolte, XIXe-XXIe siècle

L'Irrégulière, 2026/1, n° 28. Dossier coordonné par Jean-Claude Caron, Alexandre Frondizi et Jean-Jacques Yvorel.

Le numéro étudie la contestation politique à hauteur d'enfant, de 1832 aux mobilisations contemporaines. Les contributions portent notamment sur les enfants et adolescents dans les barricades, les mobilisations de 1848, les protestations lycéennes, les révoltes en prison et les engagements de jeunes dans des mouvements plus récents. Il est particulièrement intéressant pour une histoire sociale des âges, des jeunesses populaires, des répertoires de mobilisation et des mécanismes de contrôle et de disqualification des jeunes acteurs sociaux. Le dossier montre aussi comment la catégorie de « jeunesse » peut masquer des différences de sexe, de classe et de contexte politique.

https://shs.cairn.info/revue-l-irreguliere-2026-1

Schwerpunkt: Geschlechtergeschichte der Gewerkschaften nach 1945

Arbeit – Bewegung – Geschichte, 2026/I, n° 25.

Ce numéro se penche sur l'histoire du genre au sein des syndicats après 1945. Il analyse la politique d'égalité, les processus de négociation autour des temps de travail et de genre, ainsi que la fondation du comité des femmes dans la Confédération européenne des syndicats au début des années 1970. Les articles abordent également le déclin de l'industrie textile est-allemande et les grèves féminines, offrant un point de comparaison précieux entre les deux Allemagnes, puis dans l'Allemagne réunifiée. L'ensemble du dossier s'appuie sur un dépouillement systématique des archives syndicales et des bulletins internes, permettant de restituer, au-delà des déclarations de principe, les résistances internes rencontrées par

les militantes lorsqu'elles ont cherché à faire reconnaître leurs revendications spécifiques. La focale est aussi comparative à l'échelle européenne, avec des incursions vers les cas scandinave et britannique, ce qui permet de mesurer combien les rythmes de féminisation des instances dirigeantes varient selon les traditions syndicales nationales. Un recueil indispensable pour comprendre la place et les luttes des femmes dans un environnement syndical historiquement et doublement marqué par une vision masculine, et pour situer l'histoire ouest-allemande dans un cadre comparatif plus large.

https://www.arbeit-bewegung-geschichte.de/25-jahrgang-heft-2026-i/

(Dé)mobilisations dans la Bourgogne contemporaine. Les conflictualités sociales et politiques en question

Annales de Bourgogne, 2025/3-4, tome 97. Volume comprenant les actes d'une journée d'études et un dossier sur les conflictualités contemporaines.

Ce volume se consacre aux (dé)mobilisations en Bourgogne contemporaine. Parmi les articles, Jean-Marc Bonnefoy étudie les luttes sociales et politiques dans le monde viticole de Nolay du 19e au début du 20e siècle ; Romain Mainieri analyse les conflictualités environnementales autour des usines au 19e siècle ; Morgan Poggioli compare les (dé) mobilisations sociales de juin 1936 à juin 1939 en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire. L'intérêt de ce dossier tient à son échelle d'analyse : en resserrant l'enquête sur un espace régional bien circonscrit, les auteurs peuvent suivre, sur la longue durée, les inflexions d'un même répertoire de mobilisation, du monde rural viticole aux bassins industriels. La comparaison entre les deux départements bourguignons met en lumière des temporalités différenciées de la démobilisation ouvrière après le Front populaire, selon le poids relatif de l'industrie et de l'agriculture dans chaque territoire. Ces articles offrent un matériau utile pour qui s'intéresse à l'histoire sociale des campagnes et des petites villes industrielles françaises.

https://shs.cairn.info/revue-annales-de-bourgogne-2025-3-4

Coopératives à l'épreuve du politique. Expériences minoritaires

Le Mouvement social, 2025/4, nº 293.

Marion Fontaine ouvre le dossier avec « Le mouvement ouvrier au miroir coopératif : une dynamique renouvelée », qui repose la vieille question du rapport entre coopération et mouvement ouvrier à la lumière des travaux récents. Caroline Fayolle travaille l'association

de production socialiste entre 1848 et 1870 et montre comment l'idéal de solidarité ouvrière se heurte concrètement aux rapports de pouvoir internes. Maxime Quijoux retrace la genèse de la Chambre consultative des associations ouvrières de production (1884-1898), en s'arrêtant sur la sélection sociale qu'opère le mot d'ordre de « fédérer les travailleurs les plus intelligents ». Le fil directeur est celui annoncé par le sous-titre : ce sont des expériences minoritaires, et c'est précisément leur marginalité qui rend visibles les tensions entre autonomie économique et projet politique. Le numéro comprend par ailleurs un ensemble consacré à la revue japonaise Shakai-undôshi et à la place de l'histoire des mouvements sociaux dans l'historiographie japonaise d'après-guerre, avec la question de l'influence française sur la génération de Zenkyôtô.

https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2025-4

Univers sonores des contestations (XIXe-XXe siècle)

Le Mouvement social, 2026/1, nº 294. Dossier coordonné par Marion Henry et Adrien Quièvre.

L'introduction, « Du silence aux cris : faire l'histoire des contestations par le son », propose d'importer les *sound studies* dans l'histoire des mouvements sociaux. Le son y est traité à la fois comme arme (le cri, le charivari, le sifflet), comme signe de reconnaissance collective et comme objet de surveillance policière. Félix Brêteau étudie « l'oreille de l'ordre » : les enquêtes de police et l'écriture du son dans le Caen révolutionnaire, entre 1791 et 1799. François Ploux analyse les usages du cri dans les troubles antifiscaux du premier 19e siècle, où le mot d'ordre apparemment loyaliste sert de couverture à la protestation. Adrien Quièvre travaille les camouflages, ruses sonores et leurres vocaux dans les grèves des mineurs d'Anzin entre 1833 et 1880, en montrant une véritable tactique acoustique de la clandestinité. Le dossier s'élargit ensuite aux chants populaires et à la « phonosphère » de la contestation dans le sud de l'Italie au moment de l'unification, puis aux luttes sonores sur les docks de Londres dans les années 1940.

https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2026-1

Combining Methods to Identify Historical Occupations and Work Practices

International Review of Social History, Vol. 70, Issue 2 (2025).

Dirigé et introduit par Karin Hofmeester et Maria Ågren (« From Careful Observation to Experimental Interpretation »), ce numéro thématique s'attaque aux verrous méthodologiques

de l'histoire du travail et des occupations professionnelles. La problématique s'articule autour du renouvellement des outils d'identification des métiers et des pratiques de travail ordinaires, souvent invisibilisés par les catégorisations administratives et fiscales traditionnelles. Les autrices et auteurs plaident pour l'artisanat méthodologique et le croisement des approches : combinaison de données sérielles quantitatives, d'outils numériques prosopographiques et de micro-analyses qualitatives de sources judiciaires ou narratives. Le dossier met un accent particulier sur la redécouverte du travail non rémunéré, des activités pluriactives des femmes et des économies informelles dans l'Europe moderne et contemporaine. L'apport majeur du volume pour les historiens du social est de fournir un cadre critique pour dépasser la simple « nomenclature des professions » et saisir le travail tel qu'il était concrètement pratiqué, négocié et perçu par les acteurs eux-mêmes.

https://www.cambridge.org/core/journals/international-review-of-social-history/issue/AE3976DACE0B915E18EC26FA2681CCF8

The World of Sugar and the Commodity Frontiers Initiative

International Review of Social History, Vol. 70, Issue 3 (2025)

Ce dossier spécial prend pour point de départ l'ouvrage majeur d'Ulbe Bosma, *The World of Sugar*, pour réinterroger l'histoire du capitalisme, du travail et des transformations environnementales à l'échelle mondiale. La problématique centrale du volume examine comment l'expansion globale de la frontière sucrière a façonné et restructuré les régimes de travail – de l'esclavage colonial aux formes de salariat contraint et de travail libre – tout en provoquant une dégradation écologique massive. Dans leur introduction, Ulbe Bosma et ses contributeurs inscrivent cette discussion au cœur de l'approche par les « frontières des matières premières » (*commodity frontiers*). Plusieurs spécialistes apportent des perspectives critiques sectorielles : Patrick Neveling croise l'anthropologie du matérialisme historique et l'histoire du sucre pour renouveler les agendas de recherche interdisciplinaires, tandis que d'autres articles explorent l'impact des plantations sur la justice agraire et environnementale, ou réévaluent le cas du sud de l'Inde au 19e siècle. L'apport fondamental du dossier réside dans sa capacité à lier l'histoire des produits de base (*commodity history*) à une sociologie historique des travailleurs agricoles et des luttes écologiques du Sud global.

https://www.cambridge.org/core/journals/international-review-of-social-history/issue/9470CD54477A768818CE32D95CB7BD4B

The WFTU and the Labour Movements of Africa, Asia, Europe, and Latin America during the Cold War

International Review of Social History, Vol. 71, Special Issue S34.

Ce numéro spécial s'intéresse à la Fédération syndicale mondiale (FSM) en tant qu'arène centrale de l'internationalisme syndical pendant la Guerre froide. Il offre une perspective globale décentrée en intégrant activement les acteurs syndicaux subalternes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En croisant l'histoire de la décolonisation, l'internationalisme communiste et les études de genre, ce dossier retrace comment les dirigeants syndicaux des pays du Sud ont utilisé les plateformes internationales pour faire avancer leurs revendications face aux puissances impériales et métropolitaines. Les contributions insistent sur le caractère non univoque de cet internationalisme : loin d'être de simples relais de Moscou, les organisations syndicales africaines, asiatiques et latino-américaines ont su instrumentaliser la rivalité entre la FSM et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) pour obtenir des ressources, de la visibilité diplomatique et un soutien logistique à leurs luttes anticoloniales. Le numéro s'appuie sur un dépouillement inédit des archives de la FSM conservées à Moscou et à Genève, croisées avec des sources locales, ce qui permet de sortir d'une histoire strictement européocentrée de la guerre froide syndicale et de restituer l'agentivité propre des syndicalistes du Sud global.

https://www.cambridge.org/core/journals/international-review-of-social-history/issue/E241BC977D48CF28662363CD1E715299

Politique, pouvoirs et idéologies

Mer(s) et Révolution

Annales historiques de la Révolution française, 2026/1, n° 423.

Le dossier déplace la Révolution française vers ses espaces maritimes, en tenant ensemble trois dimensions habituellement séparées : la mer comme théâtre de guerre, comme espace économique et comme monde de travail. Cette dernière entrée est la plus intéressante pour un corpus orienté « travail » : un article porte sur la mobilisation navale et l'organisation du travail dans les arsenaux maritimes français pendant la Révolution, c'est-à-dire sur l'un des plus grands ensembles productifs de l'époque, soumis brutalement à l'économie de guerre. Un autre article examine, depuis Marseille, les effets de la Révolution sur la

navigation et le commerce entre 1789 et 1799, à partir du constat contemporain que « nos liaisons de commerce vont être difficiles avec toutes les parties du monde ».

https://shs.cairn.info/revue-annales-historiques-de-la-revolution-francaise-2026-1

Résistances et émancipations

Slaveries/Esclavages, n° 6.

Abordant l'histoire globale des mondes atlantiques et de l'océan Indien, ce dossier place au cœur de sa réflexion les formes multiples de subjectivité politique et de résistance des populations esclavagisées. La problématique interroge les modalités par lesquelles les subalternes ont forgé des stratégies de survie, de marronnage et de subversion face au système plantationnaire. Les apports majeurs de ce numéro résident dans sa capacité à décloisonner l'histoire coloniale et l'histoire sociale du travail. Les articles portant sur les réseaux de solidarité transcaribéens entre affranchis et sur les procès intentés par des esclaves pour obtenir leur liberté devant les tribunaux coloniaux au 18e siècle fournissent des matériaux précieux. Ils illustrent comment le droit et l'espace public colonial ont été réinvestis par les acteurs dominés eux-mêmes.

https://doi.org/10.4000/1690y

Historiographie, usages du passé et méthodes

Marc Bloch, historien contemporain

20&21. Revue d'histoire, 2026/1, n° 169.

Numéro spécial porté par la rédaction dans le contexte de la redécouverte éditoriale de Marc Bloch et de son entrée au Panthéon. L'angle n'est pas commémoratif : il s'agit de réexaminer ce que l'œuvre de Marc Bloch fait encore à l'histoire contemporaine, discipline dont il n'était pas spécialiste. Peter Schöttler signe « Marc Bloch, la politique et le nazisme », qui démonte la légende de l'historien « apolitique » construite par une partie de l'historiographie et suit son rapport au nazisme. Claire Miot et Thomas Vaisset proposent « Retrouver 40. Usages historiens de L'Étrange défaite », véritable histoire de la réception d'un texte devenu clé de lecture obligée de la défaite française. Antonin Dubois retrace l'histoire comparée selon Bloch, « un siècle entre oubli et célébration », en montrant l'écart entre l'hommage rendu à la méthode et sa pratique effective. Le numéro comporte

aussi des articles sur Marc Bloch à Strasbourg et en Alsace, et sur la trajectoire de ses livres spoliés entre 1942 et l'après-1945, à travers les archives françaises et allemandes.

https://shs.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2026-1

Migraciones y desplazamientos forzados en la España del siglo XX

Historia Social, nº 115, 2026.

Ce dossier porte un regard approfondi sur l'histoire sociale et politique des migrations en Espagne au cours du 20e siècle. Il aborde les déplacements forcés liés aux soubresauts politiques, l'exode rural, ainsi que la répression de l'émigration illégale à la frontière sous le régime franquiste. Une attention particulière est portée à l'agentivité féminine (*agency*) dans ces dynamiques migratoires et aux stratégies de survie des groupes marginalisés (vaincus, migrants, mendiants) dans les zones périurbaines d'après-guerre, révélant la dureté des politiques de contrôle social. Les contributions articulent plusieurs échelles d'analyse, du témoignage individuel recueilli dans les archives judiciaires et policières jusqu'aux politiques publiques de gestion des frontières, en passant par les trajectoires familiales sur plusieurs générations. Le numéro insiste également sur les continuités entre les déplacements de la guerre civile et ceux, plus discrets mais tout aussi contraints, de l'immédiat après-guerre, lorsque la misère économique et la surveillance policière conjuguent leurs effets pour pousser une partie de la population vers l'exil intérieur ou extérieur. Ce dossier constitue ainsi une contribution importante à l'histoire sociale du franquisme vue par le bas, et à l'étude comparée des politiques migratoires autoritaires en Europe du Sud.

https://recyt.fecyt.es/index.php/HistoriaSocial/issue/view/4895

Clio a trente ans !

Clio. Femmes, Genre, Histoire, 2025/1, nº 61. Numéro porté par le comité de rédaction.

Numéro anniversaire et, de fait, bilan d'un champ : l'histoire des femmes et du genre en France et à l'étranger depuis 1995. Fabio Giomi, Didier Lett et Sylvie Steinberg ouvrent avec « Agency. Itinéraire d'un concept rebelle (1963-2025) », qui retrace la fortune et les ambiguïtés de la notion. Michelle Zancarini-Fournel interroge la place réelle de l'intersectionnalité dans la revue ; Capucine Boidin et Agnès Fine examinent le dialogue entre anthropologie et histoire, entre Europe et Amérique latine ; Rebecca Rogers réfléchit aux biographies de

femmes et aux biographies féministes ; Florence Rochefort aux hybridités de genre sous la IIIe République. Le volume s'intéresse aussi à sa propre fabrique : Zoé Huchet, Anne Hugon, Claire Jeandidier et Chloé Tardivel analysent le lectorat de la revue à partir d'une enquête par questionnaire, et un portrait de Michelle Perrot en directrice de thèse est proposé par Rebecca Rogers et Françoise Thébaud. Des revues égyptienne, brésilienne et est-européenne sont invitées à témoigner, et un texte traduit de Catherine Hall fait retour sur « féminisme, classe et race ».

https://shs.cairn.info/revue-clio-femmes-genre-histoire-2025-1

Collecter, archiver, exploiter des sources orales en histoire de l'éducation

Histoire de l'éducation, 2025/2, n° 164. Dossier coordonné par Bénédicte Girault.

Le dossier part d'un constat simple : l'entretien et la constitution de sources orales sont devenus des pratiques courantes, et les chercheurs puisent abondamment dans le programme d'archives orales du Service d'histoire de l'éducation, financé par l'INRP dans les années 1990. Après l'âge d'or de la collecte vient le temps de l'exploitation et de l'analyse secondaire par des chercheurs qui n'ont pas produit ces matériaux, d'où un ensemble de questions neuves. L'introduction de Bénédicte Girault revient sur l'histoire de ce fonds et de ses usages, et confronte la diversité des pratiques et des regards, disciplinaires et archivistiques. Le volume traite frontalement les enjeux méthodologiques, juridiques et éthiques liés à la patrimonialisation de la parole recueillie, et plaide pour un pôle archivistique ouvert et partagé dédié à l'histoire de l'éducation. Il comporte aussi des ouvertures comparatives, notamment sur l'usage des sources orales dans l'historiographie de l'éducation au Mexique.

https://shs.cairn.info/revue-histoire-de-l-education-2025-2

Wage Systems and Inequalities in Global History, 1500-1950

International Review of Social History, Vol. 70, Special Issue S33.

Une analyse globale et diachronique (1500-1950) sur les « systèmes de salariat » et les méthodes de détermination des salaires. Ce dossier remet en question la focalisation historiographique traditionnelle sur les travailleurs journaliers masculins urbains non qualifiés, en s'intéressant à des groupes socioprofessionnels souvent négligés. En explorant des contextes allant de l'Europe médiévale à l'Inde coloniale, ce numéro vise à

démontrer comment les différents modes de rémunération ont contribué à atténuer ou, le plus souvent, à creuser les inégalités sociales à travers l'histoire globale. Les contributions interrogent en particulier la diversité des formes de paiement – salaire en nature, à la tâche, au temps, ou combinant plusieurs de ces logiques – et la manière dont ce pluralisme rémunératoire a pu servir à discipliner la main-d'œuvre autant qu'à la rémunérer. Une attention soutenue est portée aux catégories de genre et d'âge, montrant que les écarts salariaux entre hommes et femmes, ou entre adultes et enfants, ne relèvent pas d'un simple différentiel de productivité mais d'un ordre social et juridique construit dans la longue durée. L'approche comparative à l'échelle globale, rare dans ce domaine, permet de resituer les débats européens sur le salariat dans un cadre plus large et de mieux mesurer leurs spécificités comme leurs limites.

https://www.cambridge.org/core/journals/international-review-of-social-history/issue/1374CF703B596F5C3B116759B7F52557

Raconter des H/histoires. En écrivant, en filmant

Écrire l'histoire, n° 25

Ce dossier interroge les méthodes d'enquête de terrain et la posture du chercheur face aux classes populaires et aux groupes marginalisés. La problématique interroge les biais de domination épistémologique : comment restituer la parole des acteurs sociaux sans la trahir ni l'inféoder aux catégories savantes ? Les auteurs proposent une réflexion salutaire sur la sociohistoire des enquêtes ouvrières et paysannes. Pour un corpus orienté « travail », l'article consacré à l'utilisation des enquêtes de police comme source ethnographique au 19e siècle et celui analysant les monographies de villages ouvriers menées par les réformateurs sociaux s'avèrent extrêmement stimulants. Ils permettent de croiser l'histoire sociale des idées avec l'histoire des pratiques d'observation de la classe laborieuse.

https://doi.org/10.4000/14m0x

Sources et données

Histoire & Mesure, 2025/2, vol. 40, n° 2.

Le numéro prend pour objet une opposition devenue structurante dans la pratique du métier : les historiens tiennent les données pour des constructions, tandis que les tenants des approches quantitatives et computationnelles sont sceptiques devant la distinction

entre archive et donnée. Cette tension est exactement celle de la revue depuis sa fondation, qui propose des outils et des méthodes de traitement statistique de l'information et développe une réflexion sur le contenu et la pertinence des données autant que sur leurs conditions d'élaboration. Le dossier arrive à un moment où la question est réactivée par les humanités numériques, l'ouverture des données et les usages de l'apprentissage automatique, qui rendent urgente une critique des sources adaptée à des corpus massifs déjà structurés en bases. L'intérêt principal est méthodologique : il ne s'agit pas d'opposer qualitatif et quantitatif mais d'interroger ce qui se perd et ce qui se gagne quand une source devient une donnée.

https://shs.cairn.info/revue-histoire-et-mesure-2025-2

Sociétés, genre, familles et protection sociale

Domination et violences de genre

Annales. Histoire, Sciences sociales, 2026/1, 81e année.

Les *Annales* consacrent ce numéro à l'articulation entre structures de domination et violences de genre, avec la démarche qui est la leur : comparatisme, attention aux échelles, dialogue avec les autres sciences sociales. L'enjeu est de ne pas traiter la violence comme un simple débordement individuel mais comme un rapport social organisé, doté de ses institutions, de ses justifications et de ses zones d'invisibilité. Le numéro est prolongé par un ensemble de comptes rendus qui balisent l'état du champ, avec notamment le numéro spécial « Abuser/Forcer/Violer » de Clio, dirigé par Didier Lett, Sylvie Steinberg et Fabrice Virgili, et *La Paix des ménages, histoire des violences conjugales du XIXe au XXIe siècles*, de Victoria Vanneau.

https://shs.cairn.info/revue-annales-2026-1

Alimentation, pouvoirs et politiques au XIXe siècle

Revue d'histoire du XIXe siècle, 2025/1, nº 70.

Le dossier traite de l'alimentation comme objet de pouvoir et de politique : prescriptions alimentaires, crise du pain à Paris en 1846-1847, enquêtes nutritionnelles, faim et politisation, jusqu'aux boycotts de la viande par des femmes juives immigrées aux États-Unis. Pour l'histoire sociale, il offre des entrées sur les conditions matérielles d'existence, la consommation, les rapports de genre, les migrations et les formes ordinaires de politisation. Les contributions

montrent que la nourriture n'est jamais un simple fait matériel mais toujours un enjeu de pouvoir : contrôler l'accès au pain, encadrer les pratiques alimentaires des classes populaires ou légitimer une politique par le discours nutritionnel sont autant de manières, pour les autorités comme pour les acteurs sociaux eux-mêmes, de peser sur les rapports de force. Le cas du boycott de la viande par des ménagères juives immigrées aux États-Unis est particulièrement suggestif : il montre comment des femmes ordinairement exclues des lieux formels de la politique ont pu, à partir de leur rôle domestique de pourvoyeuses de nourriture, construire un répertoire d'action collective efficace. Le numéro invite ainsi à décloisonner l'histoire de l'alimentation et l'histoire politique du 19e siècle.

https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-du-dix-neuvieme-siecle-2025-1

Couples légitimes. Expériences sociales, sexualité, sentiments (XVIIe-XXe siècles)

Annales de démographie historique, 2026/1, n° 151.

Le dossier déplace le regard de la démographie de la nuptialité vers l'expérience vécue de la conjugalité légitime, en associant histoire sociale, histoire des sensibilités et histoire de la sexualité. Emmanuelle Berthiaud travaille le passage de la conjugalité à la parentalité en suivant le couple pendant la grossesse et l'accouchement dans la France des 18e et 19e siècles. Un article est consacré à Barbe de Boulogne et Louis d'Ailleboust entre 1638 et 1660, entre spiritualité conjugale et protection mutuelle, comme recherche d'une perfection maritale. Un autre porte sur l'évangélisation des conjugalités autochtones en Nouvelle-France au 17e siècle, où il s'agit de briser les « mariages sauvages » pour unir des couples chrétiens – le mariage y apparaît clairement comme instrument colonial. Un texte en anglais examine l'écart entre normes et pratiques dans la sexualité prémaritale des « longues années soixante » ouest-allemandes. Signent également Loraine Chappuis et Aline Johner, Mathieu Nicati et Sylvie Moret-Petrini.

https://shs.cairn.info/revue-annales-de-demographie-historique-1-2026-1

Le « moment 1945 » de la protection sociale. Contraintes internationales, choix politiques et traditions nationales

Revue d'histoire de la protection sociale, 2025/1.

Le numéro marque les quatre-vingts ans de la Sécurité sociale, mais en refusant la commémoration nationale : l'année 1945 y est traitée comme un moment international,

où des choix comparables sont opérés dans des contextes politiques très différents. L'entrée est celle de la contrainte externe et de la traduction nationale : comment des modèles circulent, sont adaptés ou échouent. Le volume mobilise des cas hors de France, notamment la Tchécoslovaquie, où le programme de Košice sert de feuille de route aux réformateurs, ainsi que les États-Unis et le Japon, pour lesquels la revue rappelle le peu de travaux disponibles en français. Cette ouverture comparatiste est la marque de la revue du Comité d'histoire de la sécurité sociale, qui publie depuis 2007 des travaux universitaires ouverts à l'ensemble des sciences sociales et donne également la parole aux jeunes chercheurs. Le numéro est utile pour replacer le récit français de la Sécurité sociale dans une histoire transnationale des États-providence d'après-guerre, et pour disposer d'un point d'appui bibliographique récent sur la question.

https://shs.cairn.info/revue-revue-dhistoire-de-la-protection-sociale-2025-1

Dans les petits papiers des associations

20&21. Revue d'histoire, 2026/2, n° 170.

Le dossier propose de penser l'associatif par ses écritures, de la fin du 19e à la fin du 20e siècle : statuts, registres, bulletins, listes, comptes rendus de réunions. L'hypothèse est que ces papiers ordinaires ne se contentent pas d'enregistrer la vie associative mais la produisent : écrire, c'est faire exister le groupe et le lien. L'article d'ouverture pose la question « Qu'est-ce qu'une association ? » en prenant l'écrit comme critère. Une contribution suit la rédaction des statuts associatifs en Croatie (post-)habsbourgeoise, où le formalisme juridique devient un instrument politique. Une autre, consacrée à « un féminisme de papiers », étudie la vie associative, les pratiques documentaires et les bulletins de liaison dans les maisons des femmes des années 1970-1980, entre Bruxelles et Paris. Un texte sur Trieste examine les archives associatives comme matrice de l'écriture de l'histoire locale, avec ses « gardiens ».

https://shs.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2026-2

Espaces, circulations, environnement et non-humains

Ports, navires et marins dans « l'import-export épidémique » (XVIIe-XXe siècles)

Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, 2026/2. Textes rassemblés par Anne Forrer, Laure-Hélène Gouffran et Isabelle Séguy.

Le dossier traite le port comme une interface épidémiologique et non comme un simple décor maritime : navires, équipages et marchandises y sont les vecteurs d'une circulation des maladies que les autorités tentent de filtrer par la quarantaine, le lazaret et la patente de santé. La chronologie très large, du 17e au 20e siècle, et permet de suivre les transformations des dispositifs de contrôle sanitaire et leur articulation avec les intérêts commerciaux, souvent contradictoires. L'attelage des coordinatrices – histoire médiévale et moderne du fait maritime pour Laure-Hélène Gouffran ou démographie historique pour Isabelle Séguy – donne au volume une orientation à la fois qualitative et quantitative. L'intérêt pour un corpus de travail : les marins et les dockers y apparaissent comme les premiers exposés, ce qui relie la question sanitaire à une histoire des métiers portuaires et des inégalités face au risque.

https://shs.cairn.info/revue-annales-de-bretagne-et-des-pays-de-l-ouest-2026-2

Dire et punir le faux. Les polices du métier à l'époque moderne (XVIIe-XVIIIe siècle)

Revue historique, 2026/1, n° 717. Numéro sans dossier unique, contenant ce mini-dossier.

La *Revue historique* n'a pas de thème fédérateur dans ce numéro, mais il comporte un ensemble cohérent sur la police des métiers et la qualification du faux à l'époque moderne, dont c'est ici le premier volet. L'angle est celui de la régulation professionnelle : définir le faux, c'est définir le métier, ses frontières et le monopole de ceux qui y sont admis. Un article porte sur « le fin et le faux » dans l'orfèvrerie au 17e siècle, où le statut de l'objet et celui du fabricant se déterminent l'un l'autre. Un autre examine les faux remèdes à Montpellier au milieu du 18e siècle, en posant explicitement la question de savoir s'il s'agit d'un enjeu de santé publique ou d'une défense économique des communautés de métiers. Le reste du numéro est composé d'articles indépendants : Cesare Esposito sur la figure du vagabond dans l'imaginaire révolutionnaire de 1789 à 1799, Alis Montois sur un dossier médical d'hospitalisation à Sainte-Anne à la fin du 19e siècle, Baptiste Rameau sur le comté de Tonnerre au 15e siècle.

https://shs.cairn.info/revue-revue-historique-2026-1

Divers, varia

Revue d'histoire moderne & contemporaine, 2026/2, n° 73-2.

Ce numéro de varia offre plusieurs contributions de premier plan pour l'histoire sociale. Mathieu Rivero, dans « Analyser la mobilité sociale d'une famille populaire grâce à

l'autobiographie : le cas Gony (années 1860-années 1970) », interroge la trajectoire intergénérationnelle d'une famille ouvrière à partir de ses écrits privés. En articulant écriture de soi et micro-analyse des ressources économiques, l'auteur montre comment l'autobiographie populaire éclaire le vécu subjectif de la mobilité, entre aspirations d'ascension et hantise du déclassement. Dans le champ de l'histoire environnementale du travail, Hugo Vermeren et Daniel Faget (« Le moine au travail. Une histoire de la chasse et du commerce des mammifères marins dans la Méditerranée contemporaine ») explorent le prélèvement des ressources maritimes, les savoir-faire techniques et l'organisation socioprofessionnelle des pêcheurs. Enfin, Jean-Luc Mastin examine l'indétermination juridique des institutions de contrôle bancaire en France (1941-1965), éclairant la régulation étatique du capitalisme d'après-guerre.

https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2026-2

Annales. Histoire, Sciences sociales, 2025/3, 80e année.

Ce numéro transversal croise plusieurs axes majeurs de l'histoire sociale et économique. La section « Évergétisme et capital social », introduite par Anne-Valérie Pont (« L'évergétisme et ses modèles dans les cités grecques d'époque romaine »), réévalue la bienfaisance civique à partir de la notion de capital social, montrant comment la munificence privée sert de mécanisme de redistribution et de légitimation des notables. La partie « Travailleurs, migrations et cultures » réunit des études sur les mobilités contraintes et les régimes de travail transfrontaliers (notamment Nino Luraghi sur la Méditerranée archaïque), analysant la circulation des compétences et les formes de dépendance. Par ailleurs, Pablo A. Blitstein (« La valeur des choses ») s'attaque à la conceptualisation de la valeur économique et du travail dans la Chine impériale, reconfigurant les modèles eurocentrés du marché. L'apport global du numéro est d'articuler anthropologie de la valeur, régimes d'assujettissement du travail et stratégies de captation du prestige social à travers des échelles comparatives très larges.

https://shs.cairn.info/revue-annales-histoire-sciences-sociales-2025-3

International Review of Social History, Vol. 71, Issue 2 (2026).

Ce numéro de varia offre des ouvertures stimulantes pour une histoire sociale transnationale et intellectuelle de la gauche. L'article de Matthew S. Adams et Rakesh Ankit (« Anarchism

and the “Fascination with Empire”: George Woodcock in India, 1964-1985 ») interroge les paradoxes du radicalisme occidental face à la décolonisation. À travers l’analyse des récits du penseur anarchiste canadien George Woodcock en Inde, les auteurs examinent les tensions entre solidarité anti-impérialiste, représentations orientalistes et limites de la bienfaisance postcoloniale. Le volume propose également un ensemble de recensions critiques fondamentales, notamment l’analyse par Brian Shaev du livre de Lutz Raphael (Beyond Coal and Steel) sur la désindustrialisation et les mutations du monde ouvrier en Europe occidentale, ainsi que la lecture par Neil Hibbert de l’ouvrage de Martin Conway et Camilo Erlichman, *Social Justice in Twentieth-Century Europe*. Le dossier alimente ainsi les débats sur la reconversion de la classe ouvrière et la circulation des idées d’émancipation.

https://www.cambridge.org/core/journals/international-review-of-social-history/issue/17B678713F1968043BA467E58B98C4A3